

VACANCES

Les nouvelles destinations des Algériens

De nouvelles destinations touristiques sont proposées par les agences de voyage, et de tourisme en vue de satisfaire une demande distinguée. Une offre qui vise essentiellement une clientèle VIP à la recherche de la découverte.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - D'année en année, les touristes algériens se lassent des destinations dites basiques ou traditionnelles telles la Tunisie, le Maroc et la Turquie. Ce qui n'échappe pas aux agences de voyages puisqu'elles proposent depuis déjà quelques années, de nouvelles destinations. Les Etats-Unis d'Amérique, les îles Maldives, les Seychelles, la République tchèque, Malte et le Portugal sont autant d'offres à la carte. Lointaines pour la plupart, ces destinations ne sont pas toujours à la portée de tout le monde. Seule une catégorie de clients en profite.

Pour la troisième année

consécutive, l'agence Hydra Voyages propose un séjour de dix-sept jours aux Etats-Unis pour 680 000 dinars par personne. «Cette destination concerne une catégorie de gens ; une clientèle VIP à la recherche de nouveaux horizons et de découvertes», précise le représentant de Hydra Voyages, Cheikh Salah Bahmed. Un voyage qui comporte essentiellement des visites guidées dans les villes de New York, Miami et Orlando. «Orlando est la ville des parcs d'attraction», explique-t-il. Une croisière dans les Caraïbes, à la Jamaïque, au Mexique ou aux îles Cayman est également au programme. Un riche program-



Ce sont des séjours à la carte exigés par une clientèle VIP.

me plein de découvertes et loin de la routine des destinations touristiques traditionnelles.

Les Etats-Unis sont une destination proposée par nombre

d'agences de voyages. C'est le cas de Big House Travel pour laquelle la destination USA est souvent proposée pour des séjours linguistiques.

Autres nouvelles destinations proposées par cette agence de voyages : les Maldives, les îles Seychelles, Prague (capitale de la République tchèque)... «Ce sont des séjours à la carte exigés par une clientèle VIP dans le but de changer des destinations classiques et basiques», explique la gérante, Imene Herida.

Selon elle, les destinations exotiques telles que les îles Maldives et les îles Seychelles sont des voyages souvent organisés entre octobre et décembre, meilleure période de l'année pour visiter ces lieux bien lointains. «En période estivale, le choix est plutôt porté sur Charm El Cheikh (Egypte), Antalya (Turquie), la Grèce, Malte et le Portugal», précise-t-elle encore.

Ry. N.

NÉGOCIATIONS POUR UN ACCORD SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Algérie participe effectivement mais de manière conditionnée

L'Algérie participe de manière effective aux négociations en cours pour la conclusion en décembre prochain d'un accord international sur les changements climatiques mais participera de manière conditionnée à sa mise en œuvre.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Même si sa responsabilité dans l'émission des gaz à effet de serre est quasiment nulle, le gaz naturel constituant la principale source d'énergie, l'Algérie cependant est assez vulnérable aux changements climatiques, à leurs effets dont les inondations, la sécheresse et la désertification mais aussi à la dégradation des ressources naturelles.

C'est ce que le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, a relevé hier au Cercle national de l'armée, à Alger, en ouvrant les travaux de la conférence nationale de Concertation sur les changements climatiques, en présence notamment de plusieurs membres du gouvernement, du président du Cnes, le secrétaire général de l'UGTA et le président du FCE ainsi que l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emié. Une situation de vulnérabilité à laquelle l'Algérie et toute la planète sont déjà confrontées et devra l'être davantage durant les prochaines décades, devant subir le réchauffement climatique, la raréfaction de l'eau ainsi que les risques de conflits. Des enjeux dont la communauté

internationale, essentiellement les pays industrialisés ainsi que la Chine, est consciente, soucieuse de parvenir à la réduction des émissions des gaz à effet de serre et de limiter les conséquences négatives du réchauffement climatique sur les équilibres naturels. Ainsi, des négociations internationales ont été engagées durant les dernières années en vue d'aboutir à un accord climatique universel contraignant pour tous les pays, un accord attendu à l'occasion de la 21^e conférence des parties de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques COP 21 qui se tiendra début décembre 2015 à Paris. Des négociations auxquelles l'Algérie participe de manière effective, ne manquera pas de relever l'ambassadeur conseiller Ahmed Djoghlaïf qui copréside l'ADP, le processus de négociations de la COP 21 avec un représentant des Etats-Unis.

Des actions, des programmes ont été de fait lancés en matière de production des énergies renouvelables, valorisation des énergies propres, réduction du torchage de gaz, ainsi que dans la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, la modernisation des infrastructures industrielles et énergétiques et la réalisation incontournable d'études d'impacts et d'audits environnementaux. Ce que les ministres de l'Energie et de l'Industrie et des Mines, Salah Khebri et Abdesselam Bouchouareb ont bien explicité en ouverture des travaux.



L'Algérie est assez vulnérable aux changements climatiques.

Mais au-delà de ces actions, l'Algérie entend déployer davantage d'efforts. Au-delà de l'engagement de l'exécutif, à travers notamment la constitution d'un comité interministériel climat, il s'agira de booster l'implication déterminée des institutions, des organisations socioprofessionnelles, de la société civile et des experts mais aussi de définir une stratégie, une contribution nationale déterminée d'ici la mi-septembre 2015 et qui sera présentée à la COP 21 et portera sur la décade 2020-2030.

Ce faisant, l'Algérie qui œuvre à la conclusion d'un accord international à même de préserver ses intérêts stratégiques est disposée à participer à sa mise en œuvre, à «aller au-delà de ses ambitions», estimera l'ambassadeur Ahmed

Djoghlaïf, l'ambassadeur de France ainsi que le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement.

Néanmoins, la participation algérienne est conditionnée par la nécessité de définir sa quote-part dans les 100 milliards de dollars par an qui devraient être mobilisés dans le Fonds vert pour le climat à l'horizon 2020, mais aussi par sa capacité à bénéficier du transfert de technologie, de «façon préférentielle, concessionnelle» selon le coprésident de l'ADP, évoquant également le souci de l'Algérie de développer une approche partenariale dans le domaine de l'«atténuation et adaptation» tant des effets des changements climatiques que des actions de compensation à mettre en œuvre.

C. B.